



Réforme du lycée : **LE SACCAGE CONTINUE !**

Le 11 mai 2008, en plein mouvement lycéen contre les réductions de postes, Xavier Darcos annonce la réforme du lycée. Le ton est donné. Face au développement des luttes, la seule solution du gouvernement : la fuite en avant.

Un objectif : " traquer les dépenses inutiles "(1)

Après 11200 postes cette année, c'est 13500 que voudrait supprimer le ministre pour la rentrée prochaine. Suite à une telle saignée, les lycées ne pourront plus fonctionner normalement : il faut donc les réformer. CQFD...

La réforme est censée s'appliquer dès la rentrée 2009 pour la classe de seconde.

Un rideau de fumée : la semestrialisation.

Un enseignement découpé en semestres qui masque un beau tour de passe-passe : sous prétexte de " donner du temps aux élèves pour réfléchir à leur orientation ", une semaine sans cours est censée s'intercaler au milieu des semestres. Résultat, 2 semestres de 17 semaines... Au lieu d'une année de 36.

Un enseignement plus modulable...Et plus " light ".

30 heures hebdomadaires sont bien au programme, mais seulement 27 heures de cours.

Et trois heures, dites " d'accompagnement " dispensées par des précaires, tout bénéf pour les objectifs de réduction de postes : encore trois heures de moins.

Sans compter l' " individualisation des dispositifs", qui permet de dédouaner le système en culpabilisant l'élève et sa famille, censés être seuls responsables de l'orientation. En réalité, les

origines de classe sont (toujours plus) déterminantes : il suffit de voir le fossé qui se creuse entre enfants d'ouvriers et de patrons, dans la possibilité de poursuivre ses études...

Et le bac dans tout ça ?

Après avoir été forcé de reculer suite à la mobilisation lycéenne en 2005, le pouvoir repart à l'offensive : derrière cette réforme, la casse du Bac. Avec l'enseignement modulable, ce qui se dessine, c'est le contrôle continu, avec ce que ça veut dire : fin de l'anonymat, et surtout un BAC qui ne vaut pas la même chose dans un lycée pauvre, et dans un lycée de riches. Et quelle valeur aura-t-il après la diminution du nombre d'heures de cours, dans une classe de 35 élèves ?

Un véritable projet de société...

D'un côté, la LRU (2) qui conduit à terme à l'augmentation des frais d'inscriptions à la fac, fermant encore un peu plus la porte des études supérieures à la jeunesse des classes populaires.

De l'autre, la dévalorisation du BAC, donc une reconnaissance moindre sur le marché du travail. Deux réformes, une même logique : Précariser la jeunesse.

Et ils veulent nous faire taire.

C'est dans ce contexte que Darcos a annoncé la création de sections UMP dans les lycées, censée contrer le développement des luttes dans les bahuts : malheureusement pour eux, la mobilisation a déjà démarré sur les chapeaux de roues dans de nombreuses villes... Cette semaine est l'occasion de l'amplifier encore : les syndicats d'enseignants ont déposé un préavis de grève permanent pour appuyer le mouvement

lycéen, et se donnent d'ors et déjà rendez-vous pour la rentrée... La lutte a donc toutes les raisons de continuer !

Relevons la tête.

Face aux attaques gouvernementales, la résistance s'organise. Le gouvernement a beau, années après années, revenir à la charge, il n'est pas le seul à pouvoir développer un projet de société : de lutte en lutte, par la confrontation avec le pouvoir, par l'apprentissage de la démocratie directe, de l'auto-organisation, une alternative peut se construire : celle d'une société auto-gestionnaire. A nous de la faire vivre.

1: Jean François Copé dans *Le Monde*.fr
2: La loi sur l'autonomie des universités votée pendant l'été 2007

Qui sommes-nous ?

Nous sommes communistes libertaires. Nous sommes actifs dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les universités. Nous sommes présents dans les luttes de la jeunesse comme dans celles des salarié(e)s et des chômeur(se)s.

Pourquoi Communistes ?

Rien à voir avec l'ex-URSS. Nous l'entendons dans un sens anticapitaliste, pour l'abolition des privilèges et la redistribution des richesses.

Pourquoi libertaires ?

Pour une société sans hiérarchie, où le pouvoir ne soit plus accaparé par une élite économique et politique. Pour l'autogestion.

Et la révolution ?

On n'attend pas le grand soir pour agir, nous voulons gagner par la lutte de nouvelles avancées sociales. Mais nous considérons que nous ne pourrions changer réellement la société qu'en renversant le capitalisme.

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
- Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros pour un an, 15 euros jeunes, chômeur(e)s, précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

À renvoyer à **Alternative libertaire, BP 295, 75921 PARIS Cedex 19 - www.alternativelibertaire.org**